

Kigali, le 29 juin. Un casque bleu évacue une blessée de l'hôpital de la Croix-Rouge.

Des soldats d'élite au service de l'humanitaire au Rwanda

Particulièrement entraînées au combat, les forces spéciales françaises recensent chaque jou: les mouvements de réfugiés, les menaces qui pèsent sur eux... mais possèdent tous les moyens de les défendre au besoin.

Le président François Mitterrand et le président ougandais Yoweri Museveni sont convenus hier à Paris de la nécessité d'organiser «le plus rapidement» possible une conférence regionale pour la paix au Rwanda. Le Président ougandais, soupçonné d'aider militairement le Front patriotique rwandais (FPR), s'est déclaré d'accord avec François Mitterrand pour considérer qu'un «règlement politique» de la crise rwandaise «doit être recherché d'urgence à partir des accords d'Arusha», signés en août 1993 entre le FPR et le gouvernement à majorité

Rwanda, envoyé spécial

ls sont généralement des soldats de l'ombre. Ces dernières années, on les a mobilisés à Beyrouth ou à Sarajevo pour mener des opérations de renseignements et de protection rapprochée ou des actions de commandos. Pour la première fois, dans le cadre de l'opération Turquoise, les Forces spéciales françaises opèrent à visage découvert. Et paradoxalement pour ces hommes particulièrement entraînés au combat, il s'agit d'assurer des missions à dominante humanitaire. Des forces dépendant de l'état-major des Forces spéciales basées à Taverny constituent l'essentiel de l'élément précurseur des forces françaises au Rwanda. On trouve ainsi une cinquantaine d'hommes du premier RPIMa (régiment parachutiste d'infanterie de marine), près du camp de réfugiés en majorité tutsis de Nyarushishi, au sud-ouest du Rwanda. Un peu plus au nord, le long du lac Kivu frontalier avec le Zaïre, les hommes du commando de marine Trepel ont établi tables Milan qui transpercent les blin-

leur camp de base à Gishyita. Ils mènent leurs opérations de reconnaissance avec une dizaine de spécialistes des opérations en «zone hostile» du 13e régiment de Dragons parachutistes, déjà présents pendant la guerre du Golfe aux avant-postes du dispostif Daguet.

A Kibuye, ce sont les commandos de l'air de Nîmes, les «fusco», qui ont assuré l'évacuation de 40 religieuses vers le Zaïre mardi dernier. Mêlés à ces 150 commandos, se trouvent dix gendarmes d'élite, deux du GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale) et huit de l'Epign (Escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale). Ces forces spéciales sont placées sous l'autorité du colonel Jacques Rosier, adjoint Terre pour les opérations du Commandement des opérations spéciales (COS) qui a établi son PC à Nyarushishi. Leur déploiement en premier au Rwanda est à l'image de la conception de l'opération Turquoise; à vocation humanitaire mais en limitant au maximum les risques. Spécialistes du renseignement, les forces spéciales recensent quotidiennement les mouvements des réfugiés, les menaces qui pèsent sur eux, et elles ont tous les moyens de les protéger si nécessaire.

En apparence disparate, leur armement est particulièrement redoutable. Certains emarsouins» du premier RPIMA sont dotés de fusils mitrailleurs M16 des Marines américains, tandis que les gendarmes ont amené dans leurs bagages des fusils de précision «anti-sniper» Barett capables de loger à mille mètres une balle explosive et incendiaire de calibre 12,7 mm dans une meurtrière. Sur toutes les bases, on trouve aussi des lance-missiles por-

dages à 1 500 mètres de distance. Cet arsenal, repète volontiers le général Jean-Claude Lafourcade, patron de l'opération Turquoise, n'est pas fait pour être utilisé, mais «pour dissuader». De fait, jusqu'à présent, les militaires français n'ont jamais fait usage de leurs armes. Mais l'adversaire éventuel, qu'il soit des forces progouvernementales des FAR (Forces armées rwandaises) ou du FPR (Front patriotique rwandais) qui tient les deux tiers est du pays, sait que ces armes existent et qu'elles pourraient servir «au cas où».

En privé, les soldats d'élite ironisent parfois sur le concept «militaro-humanitaire » qui revient selon eux à mettre une fleur au bout du fusil le plus meurtrier. Pourtant, jeudi soir, ils ont aidé à l'évacuation par hélicoptère Puma vers l'antenne chirurgicale militaire française de Goma, au Zaïre, un groupe de 94 Tutsis dont de nombreuses femmes et enfants qui présentaient des plaies anciennes et purulentes de blessures par balles et coups de machettes et souffraient de malnutrition et de paludisme.

Dominique GARRAUD

